



HAL
open science

”L’immigré, voilà l’ennemi!”, Brexit et ressentiment racial

Olivier Esteves

► **To cite this version:**

Olivier Esteves. ”L’immigré, voilà l’ennemi!”, Brexit et ressentiment racial. Recherches internationales, 2017, Recherches internationales, 109, pp.83-98. hal-03119698

HAL Id: hal-03119698

<https://hal.univ-lille.fr/hal-03119698>

Submitted on 17 Nov 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

« L'IMMIGRÉ, VOILÀ L'ENNEMI! », BREXIT ET RESSENTIMENT RACIAL

OLIVIER ESTEVES *



Le recul dont on dispose désormais pour juger du tremblement de terre politique ayant pour nom *Brexit* nous confronte à un extraordinaire paradoxe, dont les effets ont été nocifs pour le débat public, mais qu'il nous faut essayer de comprendre. Ce verbe doit s'entendre au sens d'« analyser », d'« étudier », non point de « justifier », de « légitimer ». Ce paradoxe est le suivant : les effets de l'immigration sur la société britannique et les conséquences de l'appartenance britannique à l'Union européenne sur l'immigration en Grande-Bretagne ont été considérablement exagérés pendant la campagne référendaire. En même temps, il est indéniable que l'élargissement de cette même Union Européenne en 2004 a provoqué une immigration massive sans précédent dans l'histoire contemporaine britannique, et que cette immigration a affecté négativement les couches les plus vulnérables de la société : classes ouvrières blanches, mais aussi minorités ethniques fragilisées, dont un tiers environ aurait voté en faveur du *Brexit*¹. Ajoutez à cela la peur internationale autour du djihadisme et la crise des migrants issus de pays en guerre (Syrie, Libye, Irak, etc.), et vous obtenez un cocktail dont la toxicité politique ne peut que susciter

* PROFESSEUR DES UNIVERSITÉS, UNIVERSITÉ DE LILLE

¹ Voir *The Guardian*, « Why do some ethnic minority voters want to leave the EU? », 1^{er} janvier 2016.

l'inquiétude des forces de progrès en Grande-Bretagne, en Europe et ailleurs. Le but de cet article est d'apporter une contribution au débat sur cette question, en plaçant la focale sur les effets de l'immigration sur le marché du travail, sur l'État-providence et sur la perception britannique de l'identité des personnes méritant de percevoir des aides sociales (*welfare chauvinism*). Enfin, il conviendra de dépasser le cadre strictement économique pour analyser la façon dont la perception d'une menace culturelle/civilisationnelle a joué à plein dans la sortie britannique de l'Union européenne, même si beaucoup d'immigrés polonais, hongrois, etc. n'ont eu de cesse de marteler leur identité européenne, chrétienne, occidentale auprès de l'opinion publique britannique. Ce dernier paradoxe est l'illustration d'une confusion parfois totale entre groupes immigrés et minorités ethniques outre-Manche, débouchant sur une sorte de ras-le-bol national lui-même puissant, et même peut-être principal, vecteur du *Brexit*.

Un dumping social au cœur de l'économie

Planter le décor

84

C'est un fait connu que, sous l'impulsion de Margaret Thatcher, la Grande-Bretagne a servi de laboratoire européen aux politiques de dérégulation de l'économie, ayant pour corollaire la généralisation de la sous-traitance et le recours au *dumping social* dans la concurrence entre bas salaires. Ainsi, dès 1983, les gestionnaires locaux des services de santé (*National Health Service*) étaient invités à sous-traiter des services jugés non essentiels : nettoyage, repas, sécurité par exemple. La situation n'a fait que se généraliser depuis, avec le recrutement de plus en plus massif d'immigrés, à tel point que dans la région du grand Londres, des pans entiers de l'économie dépendent très majoritairement de la main-d'œuvre immigrée. Pour ne donner que quelques exemples, en 1994, 40 % des services d'entretien des bureaux de la ville étaient assurés par des personnes nées à l'étranger. Dix années plus tard, cette proportion était passée à 70 %. On trouve des évolutions analogues dans le domaine de la restauration et dans celui de l'aide à la personne², sans parler bien sûr du BTP. Dans de nombreux secteurs de l'économie, les formes de socialisation professionnelle

² Pour ces données, voir Jane Wills *et al.*, *Global Cities at Work: New Migrant Divisions of Labour*, Londres : Pluto Press, 2006, p. 42.

sont presque exclusivement immigrées : il n'est pas rare, en effet, que des immigrés ghanéens, brésiliens, philippins, pakistanais, etc. avouent n'avoir affaire à des « Blancs » britanniques que lorsqu'ils voient ou entrevoient leur employeur³. Ce fait est intéressant lorsqu'on pense aux injonctions à l'intégration immigrée émanant des gouvernements Blair, Brown et Cameron. En effet, si nombre de ces personnes vivent des « vies parallèles » (*parallel lives*), c'est le plus souvent parce que la nature même du marché du travail dans leur propre secteur les y contraint. Un certain nombre regrette d'ailleurs vivement de ne pas avoir vraiment l'occasion d'apprendre l'anglais, car ils n'ont affaire qu'à des immigrés (non anglophones).

Ces changements profonds valident complètement la thèse marxienne de « l'armée industrielle de réserve » du capitalisme tirant puissamment les salaires vers le bas, à ceci près que l'économie, notamment à Londres, est dominée à près de 90 % par les services désormais, et que cette notion envisagée par Marx dans un cadre régional (lié à l'exode rural) est à présent opératoire à un niveau planétaire, ce qui alimente d'autant plus la violence du *dumping social*. Londres fait d'ailleurs ici office de ville paradigmatique : la diversité des nationalités qu'on y côtoie est presque égale à celle d'une ville comme New York, et elle est supérieure à celle de Los Angeles⁴.

La sous-traitance globale s'est constituée en système bien huilé, où les travailleurs déplacés sont recrutés *via* des agences directement installées dans le pays d'origine. Ainsi, dès 2004, le nombre d'agences de recrutement internationales en Pologne augmenta en flèche. C'est de cette manière que la notion de *dumping social* doit être comprise, comme l'impossibilité pour une partie de la main-d'œuvre indigène d'entrer en concurrence avec les immigrés. Ce fait a été révélé au grand jour lors des grèves violentes dans la raffinerie Total de Lindsey (Lincolnshire) en 2009, lorsque des centaines d'ouvriers italiens et portugais furent employés directement grâce à des agences installées en Italie et au Portugal⁵. Quelques mois après l'éclatement de la crise financière et juste après que Gordon Brown a promis de « bons

³ *Ibid*, p. 69-70.

⁴ *Ibid*, p. 43-44.

⁵ Voir par exemple la tribune de Dominic Lawson dans *The Independent*, 3 février 2009.

emplois britanniques pour les travailleurs britanniques » (*good British jobs for British workers*), l'effet dans l'opinion publique fut désastreux. Le BNP (British National Party) s'engouffra dans la brèche, en prenant au mot le Premier ministre Brown. L'ADN politique parfaitement néolibéral de Brown et la nature des engagements européens britanniques auprès des autres pays de l'UE rendaient cette promesse impossible à réaliser. Au final, comme l'a montré en 2010 l'épisode de Gillian Duffy⁶, retraitée de la ville ouvrière de Rochdale (près de Manchester), une bonne partie de l'électorat traditionnel du *Labour* est convaincue que le parti s'intéresse davantage aux riches blancs et aux immigrés qu'aux classes ouvrières fragilisées. Celles-ci ont intériorisé le fait qu'elles ne sont plus qu'une sorte de « note-de-page périphérique dans le récit national britannique »⁷, et c'est en cela que le vote en faveur du *Brexit* a été pour eux un moment cathartique, permettant, un temps, d'occuper à nouveau le devant de la scène.

Préjugés patronaux

86

Ce caractère périphérique trouve des illustrations dans les dithyrambes patronaux vis-à-vis des immigrés, qui contrastent en tout point avec la description de Britanniques blancs regimbant à la tâche, préférant cumuler les aides sociales, dans un discours banalisé qui trouve de multiples échos dans la presse *tabloïd*, celle-là même qui est censée être lue par ces mêmes classes populaires. Dès 1994, le *Daily Mail* ne présentait-il pas ces personnes comme « les détritres de la révolution industrielle » ? (*the detritus of the industrial revolution*) ; le *Sun* n'était pas en reste, lui qui ridiculise l'échec scolaire des enfants des classes ouvrières blanches en parlant

⁶ Voir Olivier Esteves, « Les responsabilités du *Labour* », *Libération*, 12 juillet 2016. Gillian Duffy, 65 ans, a interpellé Gordon Brown pendant sa campagne électorale de 2010 sur l'immigration européenne en Grande-Bretagne et les aides sociales. Brown a été assez amène avec elle, jusqu'à ce qu'il la quitte et soit sur le point de rentrer dans sa voiture sous bonne garde ; il l'a alors traitée de femme intolérante (*a sort of bigoted woman*), ce qui a été enregistré et a causé un tollé.

⁷ C'est une interprétation, plutôt qu'une traduction, de l'expression utilisée par Justin Gest, qui parle de ce groupe social britannique en disant : « [they] feel like a peripheral afterthought in a country they once defined », (cité dans *The new Minority: White Working-Class Politics in an Age of Immigration and Inequality*, Oxford University Press, 2016, p. 200).

carrément de « grands crétins blancs » (*the great white dopes*)⁸, que l'on oppose volontiers à la réussite des enfants d'Indiens et de Chinois. Ces oppositions frontales entre deux catégories de main-d'œuvre – nationale et immigrée – sont légitimées par le recours à un « sens commun » (*common sense*) ostracisant complètement la main-d'œuvre indigène. Ainsi, un patron avance, par rapport à ces derniers :

« [...] Les Anglais sont habitués à un système de sécurité sociale. Ça fait partie de leurs habitudes, alors que les immigrés n'ont pas cela du tout dans leur pays. Nous, nous avons toujours quelque chose sur lequel nous reposer, donc ces Anglais qui ne sont pas instruits – vous voyez, ceux qui n'ont pas essayé de s'en sortir et d'avoir de bons emplois – en fait, ils pourraient sortir de chez eux et faire le ménage, mais ils ne le feront pas pour un bas salaire parce qu'ils préfèrent rester assis chez eux et être payés pour s'occuper de leurs enfants. Si vous voulez les motiver, alors il vous faut vraiment leur proposer dix livres sterling de l'heure. »

Un autre chef d'entreprise ne tarit pas d'éloges sur les immigrés, par-delà leur appartenance nationale : « Moi je mourrais pour un Portugais. Une fois que vous en avez, vous y tenez, puis vous faites venir leurs sœurs, leur mère, leurs frères, c'est merveilleux ! Les Philippins, c'est fantastique ! Les Polonais, très bons les Polonais »⁹. On voit bien à quel point le regroupement familial est ici envisagé à la seule aune de l'armée de réserve d'une économie de service, dans une version dérégulée et post-industrielle de la thèse marxienne. Au-delà, c'est le caractère totalement désinhibé de certains témoignages patronaux qui surprend : tout se passe comme si les classes ouvrières blanches et pauvres étaient (re)devenues une *race* à part entière, exclue de l'appartenance à la nation britannique, comme quand les « gueules noires » de la révolution industrielle étaient assimilées aux « sauvages » de l'Empire colonial. C'est par exemple ce que confirme le recours très fréquent au substantif de *chav* pour y

⁸ Sur ces deux insultes, voir respectivement Beverley Skeggs, *Class, Self, Culture*, Londres : Routledge, 2003, p. 9 ; Yasmin Alibhai-Brown, *Who Do We Think We Are ? Imagining the New Britain*, Londres : Penguin, 2000, p. 181.

⁹ Pour ces deux citations, voir Jane Wills, *op. cit.*, p. 55.

faire référence¹⁰, dont un équivalent français pourrait être *cas soss* (pour « cas social »).

L'autre versant de la fuite des cerveaux

88

Ici, on entend l'expression en se plaçant dans la perspective des pays émergents, dont une partie des talents s'exporte en Grande-Bretagne, souvent au prix d'un déclasserement professionnel synonyme de frustration, et que résumant les mots ou expressions anglais de *deskilling* ou *brain wastage*. Ainsi, Gabriel, ouvrier brésilien blanc installé dans la région de Londres, évoque ses compatriotes en disant : « Je vois des gens qui travaillaient dans des banques au Brésil, un type d'emploi qui permet de bien vivre, mais ici ils font la plonge, ils nettoient les assiettes de personnes qui bossent dans des banques, mais peut-être à un niveau en dessous d'eux quand ils étaient encore au pays »¹¹. Pour les étrangers noirs, ce déclasserement peut relever de la discrimination raciale, surtout chez des personnes ayant travaillé en Afrique pour de grandes multinationales, et/ou qui sont détenteurs de diplômes universitaires britanniques. Enfin, indirectement, ces profils professionnels contrastent singulièrement avec l'échec scolaire des « petits Blancs » britanniques, lesquels sont renvoyés à leur absence de compétences et leur subalternité, même si, finalement, le *dumping social* tend à placer ces diverses catégories en bas de l'échelle salariale.

Mobilisations difficiles

Malgré le retentissement de certaines campagnes d'immigrés en faveur de meilleures conditions de travail ou de meilleurs salaires, malgré l'ampleur de mobilisations en faveur d'un accès facilité à la citoyenneté (on pense ici aux *London Citizens* [2009] ou aux campagnes *Strangers Into Citizens*^{12,13}), force est de constater

¹⁰ Voir Kjartan Pall Sveinsson (ed.), *Who Cares About The White Working Class ?*, Londres : The Runnymede Trust, 2009.

¹¹ Cité dans Janes Wills, *op. cit.*, p. 158.

¹² Voir Yara Evans et al., *Brazilians in London : A Report for the Strangers Into Citizens Campaign*, Londres, University of London, 2007.

¹³ Les *London Citizens* se sont surtout mobilisés autour de campagnes pour l'accès à un salaire décent, permettant de vivre. On parle alors de *living wage* par opposition au salaire minimum (*minimum wage*), jugé insuffisant, surtout dans une ville comme

que s'opposer à l'implacable nivellement par le bas en matière de conditions d'existence et de salaires demeure très difficile pour des groupes vulnérables, balkanisés par des identités multiples, qui ne cessent de passer d'un secteur de l'économie à un autre, en quête d'améliorations qui s'avèrent souvent minimes, voire illusoires. De manière plus générale, contrairement aux immigrés des années 1960 et 1970, l'investissement communautaire dans la politique et dans les débats sur l'intégration est rendu très difficile, voire inimaginable aujourd'hui : certains sont protégés par leur statut et ne se posent pas la question de l'intégration, d'autant qu'ils retournent au pays de manière assez régulière (les Polonais) alors que d'autres se sentent menacés car sans-papiers et, dans bien des cas, souhaitent demeurer socialement invisibles. Ce contraste considérable entre les années 1960 à 1980 et la période ayant succédé à l'après-guerre froide puis à l'élargissement de l'Union européenne est ressenti de manière très vive par les vétérans des combats pour l'émancipation ethnique et raciale des décennies précédentes. Arrivé en Angleterre à la fin des années 1950, Avtar Juhl, un des grands leaders de l'*Indian Workers Association*¹⁴ de Birmingham, fait un constat amer : « Quand je suis arrivé, on travaillait dur, mais il y avait au moins un semblant de régulation. Aujourd'hui, il n'y a plus rien »¹⁵.

89

Welfare chauvinism

Papas astronautes

Dans la perspective des travaux du grand sociologue Abdelmalek Sayad, la question des coûts et des bénéfices (économiques et sociaux) de l'immigration apparaît comme absolument centrale pour les gouvernements des pays

Londres, l'une des plus chères du monde. Ils ont aussi mobilisé des immigrés autour de campagnes en faveur de l'accès à la citoyenneté (*Strangers Into Citizens*).

¹⁴ L'IWA vit le jour en Angleterre en 1938 (à Coventry). Elle travaille à la fois à l'acculturation des immigrés et à la préservation de certaines traditions indiennes. Elle s'intéresse de près aux conditions de travail et aux salaires des immigrés. Dès les années 1960, la branche de Southall (ouest de Londres) s'émancipe de sa tutelle nationale pour former une sorte de deuxième IWA, extrêmement influente.

¹⁵ Cité dans Arun Kundnani, *The End of Tolerance: Racism in 21st Century Britain*, Londres : Pluto Press, 2007, p. 159.

d'immigration¹⁶. Le plus évident est bien sûr que l'immigration rapporte aux employeurs britanniques eux-mêmes, lesquels exercent des pressions depuis des décennies pour ouvrir les frontières aux immigrés dans le but de « fluidifier » le marché du travail. La grande majorité des coûts sociaux sont laissés aux pays d'origine. Cette situation avait déjà été froidement décrite par l'écrivain anglais John Berger dans les années 1970 : « Ils ne naissent pas, on ne les élève pas, ils ne vieillissent pas, ils ne se fatiguent pas, ils ne meurent pas. Ils n'ont qu'une fonction : travailler. Toutes les autres fonctions et facettes de leur vie sont à la charge de leur pays d'origine »¹⁷. Le cas des Polonais est à cet égard assez édifiant, notamment par rapport au nombre d'« euro-orphelins » (*euro-orphans*) dont le gouvernement polonais est contraint d'assurer la gestion, tant bien que mal. Même si le développement des nouvelles technologies, la baisse ses prix des billets d'avion, la téléphonie mobile, *Skype* et Internet facilitent les prises de contact intrafamiliaux, la Grande-Bretagne comme aimant migratoire charrie un lot considérable de « papas astronautes », d'enfants décrits comme « parachutés », « satellites », etc.

En outre, et contrairement à un préjugé fortement ancré, de très nombreux immigrés (jusqu'à 90 %) paient l'impôt sur le revenu et les diverses contributions à l'aide sociale (*National Insurance*) mais 15 % seulement perçoivent des aides sociales¹⁸ : dans bien des cas, ils ne connaissent pas leurs droits, ne comprennent pas les démarches administratives à suivre, ou sont confrontés à la barrière de la langue anglaise. Par conséquent, une partie de l'aide sociale en direction des citoyens britanniques est financée par l'immigration elle-même. Contrairement donc au cliché très vivace selon lequel les immigrés viennent en Grande-Bretagne pour profiter cyniquement de la générosité de l'État-providence, c'est plutôt l'inverse qui est vrai dans ce domaine précis, même si la présence immigrée n'est pas sans affecter négativement l'existence

¹⁶ Voir notamment son *L'Immigration, ou les paradoxes de l'altérité*, Bruxelles, De Boeck Université, 1992.

¹⁷ Cité dans John Berger, Jean Mohr, *A Seventh Man : The Story of a Migrant Worker in Europe*, Harmondsworth : Penguin, 1975, p. 64.

¹⁸ Voir Jane Wills, *op. cit.*, p. 67.

des couches les plus vulnérables de la société, en matière d'emploi mais aussi, ou surtout, en matière de logement.

Stéréotypes fortement ancrés

La relation entre multiculturalisme et État-providence – désignant ici toute politique de redistribution par l'impôt et les politiques sociales – a souvent été appréhendée comme problématique. Les chercheurs canadiens Keith Banting et Will Kymlicka, connus pour leur attachement aux principes des politiques multiculturalistes, montrent comment cette relation a constitué un angle d'attaque fréquent du multiculturalisme dans tous les pays concernés, du Canada à la Suède en passant par les Pays-Bas¹⁹. La Grande-Bretagne ne fait pas exception. L'argumentaire est le suivant : les populations consentent à l'impôt et à la redistribution d'autant plus facilement qu'elles peuvent s'identifier aux bénéficiaires des politiques sociales. Le principe de l'État-providence reposerait donc sur une identité nationale aux contours bien définis, et sur une relative homogénéité culturelle et ethnoraciale. La diversification rapide des sociétés occidentales au gré des différentes vagues migratoires de l'après-guerre et de la mondialisation récente éroderait donc l'adhésion populaire à ces politiques.

Le chauvinisme dans l'accès aux aides sociales (*welfare chauvinism*) dont il est question ici donne lieu à des malentendus, génère des mythes, et alimente un très puissant ressentiment racial qui constitue une donnée centrale du vote *Brexit*. Quatre éléments cruciaux sont à prendre en compte ici. Premièrement, les réformes néolibérales des dirigeants successifs, et surtout celles d'un gouvernement Cameron/Clegg presque obsédé par l'austérité, ont considérablement fragilisé l'État-providence et les aides sociales dans la plupart des domaines. Néanmoins, et deuxièmement, il demeure un mythe très fort chez les classes ouvrières blanches selon lequel les aides publiques sont presque à l'image d'un puits sans fond, qui distribue l'assistance de manière scandaleusement inique aux non-méritants et/ou aux étrangers. C'est ce que constate Justin Gest dans son ethnographie sur

¹⁹ Voir l'ouvrage qu'ils ont coordonné : *Multiculturalism and the Welfare State, Recognition and Redistribution in Contemporary Democracies*, Oxford University Press, 2006.

Barking/Dagenham, quartier sinistré de l'East-End londonien : « Les citoyens ici ne croient pas que l'État est faible, au contraire ils pensent qu'il est doté de capacités sans limites. Les enquêtés dans mon étude considèrent que cet État jouit de pouvoirs considérables et arbitraires, qui reposent sur une bureaucratie insondable et imprévisible, et qui évalue les souhaits des citoyens sans aucune forme de consultation »²⁰. Comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire ailleurs²¹, une partie du ressentiment racial des « petits Blancs » (*White Backlash*) repose sur des réflexes ou des préjugés n'ayant rien à voir au départ avec le racisme ou la xénophobie. Dans le cas présent, et comme le suggérait déjà Richard Hoggart²², il y a ici une vraie suspicion ouvrière vis-à-vis d'une bureaucratie lointaine qui prend des décisions au mépris ou à l'encontre des intérêts des plus faibles.

Troisièmement, il nous faut rappeler que, selon une certaine perception nativiste britannique, les immigrés et minorités ethniques – généralement amalgamées en un « eux » (*they*) réifiant – se mobilisent efficacement pour percevoir des aides qu'ils ne méritent pas. Ce qui est dit aujourd'hui des Polonais, par exemple, l'était dans les années 1980 des Caribéens et dans les années 1960 des Pakistanais, dans un discours très bien rôdé. Ce discours, et c'est le quatrième point, est souvent mythique car, toujours dans une perspective héritée de Sayad, les figures de « l'immigré » et du « travailleur » sont absolument inséparables. Ceci est d'autant plus vrai qu'il existe un stigmate du chômage chez de nombreux immigrés²³, et que l'absence de travail et la perception d'aides sociales invalident l'acte d'immigration lui-même, qui repose chez les immigrés économiques sur la quête d'une ascension sociale par le travail.

Il n'empêche que certains préjugés ont la vie dure. Les flux des derniers arrivés sont régulièrement soupçonnés de venir

²⁰ Cité dans *op. cit.*, p. 118.

²¹ Voir Olivier Esteves, « Le ressentiment racial des “petits-Blancs” (*White Backlash*) en Grande-Bretagne », dans Nada Afiouni, Nicolas Guillet (dir.), *Les Tentatives de banalisation de l'extrême-droite en Europe*, Bruxelles : Les Éditions de l'Université de Bruxelles, 2016.

²² Voir son classique *La Culture du pauvre*, Paris, Éditions de Minuit, 1970 [1957], p. 118-119.

²³ Voir Olivier Esteves, *De l'invisibilité à l'islamophobie : les musulmans britanniques (1945-2010)*, Paris : Presses de Sciences-Po, 2011, p. 64-65.

avant tout pour profiter du système. Ces soupçons et ce discours de stigmatisation transcendent les barrières raciales, dans un discours de *White Backlash* en quelque sorte inversé. Prenons un exemple. La chaîne de télévision Channel 4 a interrogé des membres de minorités ethniques visibles et des immigrés (du Punjab, d'Afghanistan, de divers pays d'Afrique noire) sur leur vote en faveur du *Brexit*. L'un d'entre eux, un Indien issu de Tanzanie²⁴, pourfend les immigrés européens en ces termes : « Eux ils ne paient pas d'impôt, et veulent toucher des aides. Moi-même j'étais un réfugié quand j'ai été expulsé de Tanzanie en 1971. Et l'on ne m'a rien donné du tout à l'époque. Donc je pense que si j'ai été capable de m'en sortir, alors pourquoi est-ce que ce ne serait pas le cas pour eux ? »²⁵. La banalisation de ce type de discours est illustrée par le fait, assez cocasse, que c'est cette fois une personne de couleur qui adresse ce type de reproche à des Polonais, Hongrois ou Slovaques. Il n'y a ici rien d'exceptionnel. La violence du *dumping social*, plus généralement, fait tenir un discours nativiste à des immigrés eux-mêmes : Marcelo, Brésilien, parle ainsi des Polonais : « Ils viennent ici et nous prennent nos emplois ! En plus, ils ont l'avantage d'avoir le droit de travailler »²⁶.

Le logement

Dans les zones, comme Londres ou Birmingham, où la pénurie de logements à loyer raisonnable constitue un problème de politique publique de premier ordre, le ressentiment racial se nourrit plus de cette concurrence autour de l'accès au logement public que celle autour de l'emploi. Notons, par exemple, que les sept zones où s'organise la dispersion des demandeurs d'asile dans le pays sont toutes dans les régions les plus pauvres, là où existent des logements vacants et à des prix abordables²⁷. De ce

²⁴ À la fin des années 1960 et au début des années 1970, beaucoup d'Indiens souveni nés et ayant grandi en Afrique de l'Est ont dû fuir certaines dictatures ayant mis en place des politiques d'« authenticité africaine ». Le cas le plus notoire est celui de l'Ouganda d'Idi Amin, mais n'oublions pas le Kenya, la Tanzanie, le Malawi.

²⁵ Voir « Brexit: the view from Southall immigrants », <<https://www.youtube.com/watch?v=vvDC6UT3WL4>>.

²⁶ Cité dans Jane Wills et al., *op. cit.*, p. 104.

²⁷ Voir Vaughan Robinson, Roger Andersson, Sako Musterd, *Spreading the 'Burden'? A Review of Policies to Disperse Asylum Seekers and Refugees*, Bristol : Policy Press, 2003.

point de vue, les classes ouvrières blanches subissent deux types de pression : d'une part, la pression immobilière liée à la *gentrification* de quartiers entiers, par exemple dans l'*East End* de Londres. On notera au passage que ce terme même de *gentrification* a été au départ inventé par la sociologue Ruth Glass au début des années 1960, en référence à la capitale anglaise²⁸. Ensuite, et comme on vient de le dire, les immigrés, demandeurs d'asile et réfugiés grossissent les listes des demandeurs de logement social, avec, là aussi, la conviction régulièrement exprimée que ces catégories de personnes « passent avant les autres ». Ce n'est donc pas un hasard si des partis xénophobes comme le BNP ont choisi de cibler des quartiers pauvres comme Barking & Dagenham dans leurs campagnes.

Menace culturelle vs menace économique ?

Démographie

94 Comme aux États-Unis où la composante WASP de la société décline inexorablement, la diversité ethnique en Grande-Bretagne semble parfois prendre le pas sur le groupe britannique blanc. C'est en tout cas ce que n'ont cessé de rappeler certains médias au moment de la révélation, début décembre 2012, des données du recensement ethnique de 2011 : Londres, a-t-on dit alors, est devenue une ville à majorité non blanche (55 %), comme d'ailleurs des villes comme Leicester, Slough ou Luton, avant que Birmingham ne leur emboîte le pas vers 2020²⁹. Ce type d'affirmation est trompeur pour au moins trois raisons. La première, c'est que la catégorie « né à l'étranger » (*born abroad*) est rarement corrélée à la citoyenneté (*passport held*), alors que de nombreuses personnes nées à l'étranger sont citoyennes britanniques³⁰. Deuxièmement, le groupe « non blanc » est vu comme un tout menaçant l'identité des personnes « de souche » alors même qu'il se caractérise avant tout par son extraordinaire diversité ethnique, culturelle, religieuse, linguistique, et enfin de statut. Troisièmement, ces données ne disent rien sur la manière dont la fuite en banlieues résidentielles (*white flight*,

²⁸ Voir son *London: Aspects of Change*, Londres : Centre for Urban Studies, 1964.

²⁹ Voir par exemple *The Daily Mail*, 13 janvier 2013.

³⁰ Voir les critiques formulées par Alan Travis dans *The Guardian*, 12 novembre 2012.

pour reprendre l'expression américaine) constitue un facteur d'explication important de cette diversité qui se concentre dans les grandes zones urbaines.

Culture anglaise en perdition

Les deux partis de droite radicale, BNP et UKIP, convergent sur un point : la crise culturelle profonde que traverse le pays, et qui est imputée par les militants et électeurs des deux partis à la présence « immigrée »³¹. Matthew Goodwin rapporte que dans ses entretiens avec des militants du BNP, le thème central est le plus souvent la menace *culturelle* que feraient peser les immigrés (notamment musulmans), menace qui supplante les questions économiques liées à l'immigration³². Dans son ethnographie sur Barking & Dagenham, Justin Gest tient exactement le même discours³³. Bien des membres du UKIP perçoivent une menace du même ordre, dans un discours décliniste lui aussi fort bien rôdé. Le parti travailliste, en particulier, est très embarrassé face à ce type de discours.

C'est un fait connu que de nombreux piliers de la culture populaire britannique/anglaise sont en perdition : des pubs ferment tous les jours, en particulier à Londres, le football comme sport populaire traverse une grave crise malgré la santé financière des clubs, car il est devenu très difficile de s'offrir des places pour assister aux matches, sans oublier que le *fish & chips* n'est plus en vogue. En 2001 déjà, le ministre des Affaires étrangères, Robin Cook, annonçait que le *chicken tikka massala* s'était hissé au rang de plat national britannique³⁴. Enfin, de nombreux commerces traditionnels britanniques ont été supplantés par des commerces « ethniques ». Même dans certaines zones sinistrées, on trouve quantité de magasins polonais, comme dans certaines villes textiles du West Yorkshire : Bradford, Halifax, Dewsbury, Huddersfield pour ne citer qu'elles. On ne parle pas bien sûr des boucheries halal, des kebabs et *takeaways* indiens ou chinois.

95

³¹ Les guillemets sont de mise ici puisque cette catégorie inclut des personnes qui ne sont pas immigrées, c'est-à-dire les minorités ethniques.

³² Voir par exemple Matthew Goodwin, Caitlin Milazzo, *UKIP : Inside the Campaign to Redraw British Politics*, Oxford University Press, 2016.

³³ Voir *op. cit.*, p. 177.

³⁴ Voir Olivier Esteves, *De l'invisibilité...*, *op. cit.*, p. 63.

Comme en France, les signes ostensibles d'un « grand remplacement » dans les artères commerçantes des quartiers désormais multiculturels sont souvent imputés par les autochtones à la seule présence « immigrée », ce qui occulte les évolutions liées à la mondialisation, c'est-à-dire l'avènement des supermarchés, des multinationales du vêtement, sans parler de la dépendance vis-à-vis des importations venues de Chine. Dans son étude, Justin Gest rapporte que dans 32 entretiens parmi les 40 avec des habitants ordinaires de Barking & Dagenham, la description des changements dans le quartier a été introduite chez ses enquêtés par un « je ne suis pas raciste, mais... ». Deux de ces opinions peuvent être citées ici :

« George : Je ne suis pas raciste, mais avant, ici, c'était une communauté agréable d'Anglais, avant que les Albanais et les Africains prennent le pouvoir ;

« Fiona : Avant, les magasins ici vendaient des choses faites maison. Maintenant, ils – et je ne veux pas donner l'impression d'être raciste, mais bon... – ces magasins ne sont pas anglais, et ils vendent tous la même chose. »³⁵

« Vendre tous la même chose » ne s'applique pas aux H & M, Zara ou grandes surfaces, qui peuvent en Grande-Bretagne faire des profits stratosphériques même en comparaison avec la France³⁶, mais bien aux petits commerces ethniques qui se trouvent non loin des domiciles des personnes enquêtées. Notons en outre que, s'agissant notamment des snacks et de la restauration à emporter (*takeaway*), ces commerces proposent des services qui correspondent bien à l'évolution « à l'américaine » de la société britannique depuis les années 1960, où l'on passe beaucoup moins de temps à cuisiner et plus de temps devant la télévision.

Un autre élément de ce déclin, et qui autorise lui aussi des parallèles éclairants avec la France, est la perception autochtone des immigrés comme un groupe uni, soudé, qui peut compter sur « l'industrie de l'intégration » (*race relations industry*) afin d'obtenir des privilèges qu'il ne mérite pas. De leur côté, la plupart des enquêtés de Matthew Goodwin, Justin Gest

³⁵ Cité dans Justin Gest, *op. cit.*, p. 72.

³⁶ La famille Walton, qui dirige *Wal-Mart*, parle de la Grande-Bretagne comme de l'île au trésor (*treasure island*). *Wal-Mart*, grâce notamment à l'administration Blair, a racheté la chaîne *Asda* en 1999.

ou Hilary Pilkington (dans son travail sur l'*English Defence League*³⁷) constituent au contraire un agrégat d'individus isolés, qui considèrent avec quelque jalousie ce qu'ils voient comme l'entraide, la solidarité de groupes immigrés qui semblent soudés autour de leur famille, et au sein desquels la réussite individuelle de certains membres est associée à la « contribution à la communauté ».

Conclusion

L'immigration a pris une place disproportionnée dans la campagne référendaire menant au *Brexit*, même si cette même immigration a, depuis 2004, été sans précédent dans l'histoire contemporaine du pays. Par la diffusion de rumeurs, de mythes et de contre-vérités, la droite radicale est parvenue à valider, auprès de nombreux électeurs, la thèse selon laquelle l'État, contraint par l'Europe, se penche davantage au chevet des étrangers que des plus vulnérables parmi les autochtones. Depuis près d'un demi-siècle déjà, c'est-à-dire depuis l'introduction de (très) timides législations contre la discrimination raciale, une partie de la droite pourfend « l'industrie de l'intégration » qui fait voter des lois spéciales pour les « immigrés ». Une lecture classiquement marxiste de cette situation interpréterait ces clivages comme une stratégie visant à diviser la classe ouvrière pour mieux régner. En 2009, les auteurs d'un rapport pour le *Runnymede Trust* concluaient notamment en affirmant que « si nous voulons vraiment comprendre les situations d'exclusion, alors il nous faut détourner notre attention de ceux qui se chamaillent autour des miettes sur la table, et penser, à la place, à la quantité de nourriture que l'on trouve sur cette même table, et à l'identité de ceux qui profitent vraiment du festin »³⁸. Cette déclaration intervenait un an après l'éclatement de la crise des *subprimes*, prélude à une cure d'austérité durable. Sept années plus tard, force est de constater que les controverses menant au *Brexit* ont rendu l'exhortation du *Runnymede Trust* plus urgente encore.

97

Février-mars 2017

³⁷ Voir son ouvrage *Loud and Proud, Passion and Politics in the English Defence League*, Manchester University Press, 2016.

³⁸ Cité dans *op. cit.*, p. 7.

Résumé

Cet article analyse les raisons pour lesquelles la question de l'immigration a été au centre de la campagne référendaire sur le *Brexit*, où diverses « menaces » alléguées ont été amalgamées en un « tout » immigré. Sont étudiées ici les pratiques de *dumping social* liées à la présence immigrée est-européenne, qui tire les salaires (même ceux des autres immigrés) vers le bas, ainsi que le « protectionnisme social » (*welfare chauvinism*) de l'opinion publique, qui voit dans les immigrés des « profiteurs » du système. Ceci est vrai même si cette même opinion publique tend à appréhender la présence immigrée comme une menace culturelle plus que comme une menace économique.